

Appel au gouvernement du Sénégal et à l'Union africaine pour le jugement équitable de Hissène Habré

Nous, organisations de la société civile, ONG et personnalités signataires de la présente pétition, appelons le Sénégal à ouvrir dans les meilleurs délais l'instruction judiciaire de l'ancien dictateur du Tchad Hissène Habré, accusé de milliers d'assassinats politiques et de tortures systématiques de 1982 à 1990.

Les victimes du régime d'Hissène Habré luttent sans relâche depuis 20 ans pour que justice leur soit rendue et de nombreux survivants sont déjà décédés.

En juillet 2006, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) ont suscité un réel espoir lorsqu'ils ont donné mandat au Sénégal de juger Hissène Habré « au nom de l'Afrique », et appelé la Commission de l'UA à « apporter au Sénégal l'assistance nécessaire pour le bon déroulement et le bon aboutissement du procès » mais le Sénégal ne s'est toujours pas acquitté du mandat de l'Union africaine qui n'a fourni aucune assistance concrète.

Au lieu de voir leur cause entendue, les victimes ont eu droit à un interminable feuilleton politico-judiciaire :

- En 2000, le Doyen des juges d'instruction sénégalais a inculpé Hissène Habré mais, suite à des immixtions politiques dénoncées par les Nations unies, les tribunaux sénégalais se sont déclarés incompétents ;
- Lorsque les victimes se sont tournées vers la Belgique et qu'au bout de 4 années d'enquête un juge belge a lancé un mandat d'arrêt international contre Hissène Habré en 2005, le Sénégal a refusé de l'extrader ;
- En 2006, le Comité des Nations unies contre la torture a condamné le Sénégal pour son immobilisme et lui a demandé de poursuivre ou d'extrader Hissène Habré mais le Sénégal n'a toujours pas respecté cette décision ;
- Depuis maintenant 3 ans, le Sénégal refuse de commencer l'instruction judiciaire si l'intégralité des fonds pour le procès, qu'il a estimé à 18 milliards de F CFA (27 millions d'euros), n'est pas versée par la communauté internationale. Le tiers de ce budget est prévu pour la réfection d'un Palais de Justice.

Le procès équitable d'Hissène Habré au Sénégal doit être une étape importante dans la lutte contre l'impunité des dirigeants accusés de crimes contre l'humanité en Afrique. Au moment où certains déplorent le spectacle de responsables africains poursuivis par des instances non-africaines, le procès d'Hissène Habré est l'occasion de démontrer que les tribunaux africains sont souverains et capables de rendre justice aux victimes africaines pour des crimes commis en Afrique.

Le Sénégal doit agir à la hauteur de sa tradition d'Etat respectueux du droit international et des droits humains. La crédibilité de l'Union africaine est également en jeu : elle doit assurer le suivi et l'exécution du mandat qu'elle a confié au Sénégal et prendre les mesures nécessaires pour que ce procès ait lieu.

Nous appelons le Sénégal et l'Union africaine à faire le choix de la justice, pas de l'impunité et à ouvrir sans délais la procédure judiciaire contre Hissène Habré.

SIGNATAIRES / SIGNATORIES
PERSONNALITES / INDIVIDUALS

Personnalités africaines et internationales / African and International Figures

1. Desmond Tutu

Prix Nobel de la Paix en 1984 / Nobel Peace Prize 1984

Afrique du Sud / South Africa

2. Shirin Ebadi

Prix Nobel de la Paix en 2003 / Nobel Peace Prize 2003

Iran

3. Richard Goldstone

Ancien juge de la Cour Constitutionnelle /Former Constitutional Court Judge

Ancien Procureur des Tribunaux Pénaux Internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda /

Former Prosecutor of the International Criminal Tribunals for the former Yugoslavia and Rwanda

Chef de la Mission d'enquête de l'Organisation des Nations Unies sur le conflit de Gaza /

Head of the United Nations Fact Finding Mission on the Gaza Conflict

Afrique du Sud/South Africa

4. Dr Frene Ginwala

Former Speaker of the National Assembly / Ancien Président de l'Assemblée Nationale

Afrique du Sud / South Africa

5. Halidou Ouedraogo

Président d'honneur de l'Union Inter Africaine des Droits de l'Homme et du mouvement burkinabé des Droits de l'Homme et des peuples

Honorary President, Inter-African Union for Human Rights and Burkinabé Movement for Human and People's Rights

Burkina Faso

Personnalités sénégalaises / Senegalese Figures

1. Didier Awadi

Artiste et General Manager du Studio SANKARA

2. Jacques Baudin

Avocat, ancien Ministre de la Justice, ancien Ministre des Affaires étrangères, Président du Mouvement de la Réforme pour le Développement social

3. Serigne Mansour Sy Djamil

Chef religieux

4. Abbé Léon Diouf

Vicaire Episcopal et Directeur du Projet Universitaire Catholique de l'Afrique de l'Ouest

5. Abdoul Aziz Kébé

Islamologue à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), Faculté de Lettres et de Sciences Humaines

6. Amsatou Sow Sidibé

Agrégée de la Faculté de Droit, Directrice de l'Institut des Droits de l'Homme et de la Paix, Présidente du Réseau Africain des Femmes Travailleuses

7. Bara Tall

Homme d'affaires, Président Directeur Général de TALIX Group

ONG/NGOs

Tchad / Chad

- 1.** Association Tchadienne pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme (ATPDH)
- 2.** Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad (APLFT)
- 3.** Association des Victimes des Crimes et Répressions Politiques au Tchad (AVCRP)
- 4.** Association pour la Bienfaisance (ABJT)
- 5.** Association des Femmes Juristes du Tchad (AFJT)
- 6.** Association des Jeunes pour la Protection de l'Environnement
- 7.** Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture Tchad (ACAT-TCHAD)
- 8.** Action des partenaires pour l'Appui au développement (APAD)
- 9.** Alternatives Citoyennes (AC)
- 10.** Comité de Suivi pour l'Appel à la Paix et à la Réconciliation (CSAPR)

- 11.** Commission Permanente Pétrole N'Djaména (CPPN)
- 12.** Confédération Libre des Travailleurs (CLTT)
- 13.** Confédération Syndicale des Travailleurs du Tchad (CSTT)
- 14.** Droits de l'Homme Sans Frontières
- 15.** Forum pour le Développement Economique Social et Culturel (FODESCA)
- 16.** Ligue Tchadienne pour les Droits de l'Homme (LTDH)
- 17.** Paix Sans Frontières (PSF)
- 18.** Public Interest Law Center (Washington-Tchad)
- 19.** Union des jeunes pour la Citoyenneté et l'Emergence de la Paix (UJCEP)
- 20.** Tchad Non Violence (TNV)

Sénégal / Senegal

- 21.** Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT – Sénégal)
- 22.** Amnesty International- Sénégal
- 23.** Centre Africain pour l'Education aux Droits Humains (CAEDHU)
- 24.** Groupe AGORA pour l'Education aux Droits de l'Enfant et à la Paix (GRA-REDEP)
- 25.** Mouvement des réfugiés mauritaniens au Sénégal pour la défense des Droits de l'Homme
- 26.** Organisation Nationale des Droits de l'Homme (ONDH)
- 27.** Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)
- 28.** Réseau Ouest-africain pour les Réfugiés et Personnes déplacées (WARINET)
- 29.** Société Internationale de Droits de l'Homme (SIDH) - Section sénégalaise
- 30.** Union Démocratique des Enseignants du Sénégal

Afrique du Sud / South Africa

- 31.** Foundation for Human Rights
- 32.** International Crime in Africa Program-ISS South Africa
- 33.** Programme Régional Afrique de la Commission Internationale des Juristes

Bénin

- 34.** Association pour la Protection de l'Enfance Malheureuse
- 35.** Jeunesse Panafricaine pour le Développement- JEPAD

Botswana

- 36.** SADC Lawyers Association

Burkina Faso

- 37.** Fondation pour la promotion des droits de l'homme et du développement en Afrique
- 38.** Institut Sud Nord pour l'éducation et l'enseignement des droits de l'homme et du développement
- 39.** Mouvement burkinabé des Droits de l'Homme et des peuples (MBDHP)

Burundi

- 40.** Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture-Burundi
- 41.** Forum for the Reinforcement of Civil Society, FORSC (reunit 146 organisations / platform of 146 organizations in Burundi)

Cameroun

- 42.** Fondation Humanus
- 43.** Ligue camerounaise des droits humains

Côte d'Ivoire / Ivory Coast

- 44.** Coalition Ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale (CI CPI)
- 45.** Coalition de la société civile pour la paix et le développement démocratique en Côte d'Ivoire
- 46.** Espace Humanitaire de Côte d'Ivoire
- 47.** Mouvement ivoirien des droits humains (MIDH – Côte d'Ivoire)

Egypte / Egypt

- 48.** Andalus Institute for Tolerance and Anti-Violence Studies

- 49.** Arab Foundation for Civil Society and Human Rights Support
- 50.** Arab Human Rights Organization
- 51.** Cairo Institute for Human Rights
- 52.** El Nadim Center for Rehabilitation of Victims of Violence
- 53.** Egyptian Initiative for Personal Rights
- 54.** Egyptian Organization for Human Rights
- 55.** Land Center for Human Rights

Gambia / Gambia

- 56.** The Institute for Human Rights and Development in Africa

Ghana

- 57.** African Christian Homes Rehabilitation Centre
- 58.** Africa Legal Aid (AFLA)
- 59.** Integrated Development in Focus
- 60.** Vaah Junior Foundation for Better Maternal and Child Health

Guinée / Guinea

- 61.** Organisation guinéenne de défense des Droits de l'Homme et du Citoyen (OGDH-Guinée)
- 62.** Coordination des organisations de défense des droits humains (CODDH – Guinée – réunit 39 organisations guinéennes de défense des droits de l'Homme / platform of 39 Human Rights organizations)

Guinée équatoriale / Equatorial Guinea

- 63.** EG Justice

Kenya

- 64.** Kenya Human Rights Commission (KHRC)
- 65.** Kenyan Section of the International Commission of Jurist- ICJ Kenya

Mauritanie / Mauritania

- 66.** Association mauritanienne des Droits de l'Homme (AMDH – Mauritanie)

Mozambique / Mozambic

- 67.** Liga mozambicana dos direitos humanos (LMDH)

Niger

- 68.** Association Nigérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (ANDDH)

Nigéria / Nigeria

- 69.** Access to Justice
70. Action Health Incorporated
71. Alliances for Africa
72. Centre For Human Rights and Ethics in Development (CHRED)
73. Civic duties awareness initiative - CIDAI
74. Civil Resource Development and Documentation Centre (CIRDDOC)
75. International Society for Civil Liberties and the Rule of Law- Intersociety
76. Nigeria Voters Assembly
77. Social Justice Advovacy Initiative (SJAI)
78. Policy and Legal Advocacy Centre (PLAC)

Ouganda / Uganda

- 79.** African Development and Peace Initiative (ADPI)
80. Amuria District Development Agency (ADDA)
81. Apac Anti corruption Coalition(TAACCC)
82. Formerly Abused Development Program-Uganda (FADEPU)
83. Justice and Reconciliation Project
84. Kumi Human Rights Initiative
85. LIRA NGO Forum
86. Moyo District War Victims Association
87. Soroti Development Association & NGOs Network-SODANN
88. Uganda Victims Foundation
89. Uganda women and children organization

République du Congo / Republic of Congo

- 90.** Association pour les Droits de l'Homme et l'Univers Carcéral (ADHUC)
- 91.** ASSALAK- association des armateurs sur le lac Kivu
- 92.** Commission Diocésaine Justice et Paix (CDJP)
- 93.** Observatoire congolais des Droits de l'Homme (OCDH)
- 94.** Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH)

République Démocratique du Congo / Democratic Republic of Congo

- 95.** Agir pour le Développement (ADEV)
- 96.** Alto Afrique Enfants
- 97.** Action contre l'impunité pour les droits humains- Représentation du MANIEMA
- 98.** Association Africaine des Droits de l'Homme (ASADHO)
- 99.** Centre d'Etudes et de Formation Populaire pour les Droits de l'Homme
- 100.** Centre d'études sur la justice et la résolution 1325 (CJR/1325)
- 101.** Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les droits de l'Homme
(CREDDHO)
- 102.** Cité des Droits de l'Homme et de la Paix -CIDHOP
- 103.** Conseil Régional des ONG de Développement / Mbuji-Mayi (CRONGD)
- 104.** Culture pour la Paix et la Justice –CPJ
- 105.** Groupe d'Appui aux Exploitants des Ressources Naturelles (GAERN)
- 106.** Héritiers de la Justice
- 107.** Ligue des Électeurs (LE)
- 108.** Promotion de la Démocratie et Protection des Droits Humains, PDH RDCONGO
- 109.** Réseau Congolais d'Action sur les Armes Légères et de petit calibre (RECAAL)
- 110.** Réseau des ONG des Droits de l'Homme
- 111.** Solidarité pour la Promotion sociale et la Paix "SOPROP"
- 112.** Synergie des Femmes pour les victimes des violences sexuelles

Rwanda

- 113.** Solidarité pour la Promotion sociale et la Paix

Soudan / Sudan

- 114.** Darfur Relief and Documentation Centre
- 115.** Human Rights and Advocacy Network for Democracy (HAND)
- 116.** Sudan Human Rights Monitor (Soudan)

Togo

- 117.** Réseau Ouest Africain des Défenseurs des Droits de l'Homme (ROADDH) / West Africa Human Rights Defenders Network (WAHRDN)

ONG internationales / International NGOs

- 118.** Agir ensemble pour les Droits de l'Homme (France)
- 119.** Amnesty International
- 120.** Association de défense des Droits de l'Homme de droit suisse (Suisse)
- 121.** Association Survie (France)
- 122.** Bahrain Center for Human Rights (Bahrain)
- 123.** Bahrain youth society for Human Rights (Bahrain)
- 124.** Committees for the Defense of Democracy Freedom and Human Rights (Syria)
- 125.** Damascus Center for Human Rights Studies (Syrie)
- 126.** Fédération internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH)
- 127.** Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (FIACAT)
- 128.** Human Rights First Society
- 129.** Human Rights Watch
- 130.** Sherpa (France)